

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les efforts gouvernementaux en faveur de l'attractivité de l'économie française, à Paris le 22 mars 2016.

Vous êtes une trentaine d'entreprises d'origines géographiques différentes et nous avons souhaité vous réunir dans ce conseil de l'attractivité. C'est une initiative que j'ai prise il y a maintenant plus de deux ans, et qui fait que tous les six mois, régulièrement nous nous retrouvons. Nous nous retrouvons pour à la fois évaluer ce que nous avons pu engager - le gouvernement français, vous en tant qu'investisseurs - et aussi pour pouvoir entendre un certain nombre de vos propositions, suggestions qui peuvent améliorer encore notre attractivité. Et je veux montrer que depuis que nous vous écoutons, il y a eu plusieurs mesures importantes qui ont été prises, notamment en matière de fiscalité : fiscalité des entreprises, fiscalité des personnes, le régime des apatriés qui a été clarifié, le fonctionnement du crédit impôt recherche, qui a été également amélioré et puis le pacte de responsabilité avec les baisses d'impôts et de charges que les entreprises attendaient depuis longtemps pour que le coût du travail puisse être abaissé sans que cela puisse impacter les salariés eux-mêmes.

Nous avons également, sur le plan de nos procédures, ajouté à ce qui existait, l'auto liquidation de la TVA, pour l'importation des produits, et cela a eu des résultats tout à fait encourageants. La preuve : depuis 2013, le nombre des investissements étrangers effectué en France augmente de façon continue. En 2015, près de 1.000 projets d'investissement étrangers ont été réalisés. 34.000 emplois ont été ainsi créés, c'est 30 % de plus que l'an dernier. Certains investisseurs étrangers ne s'y trompent pas, puisque la Chine a investi trois milliards et demi de dollars en France en 2015, et sans vouloir faire de comparaison, mais enfin, je n'y résiste pas, c'est plus qu'au Royaume-Uni ou en Allemagne.

Il y a eu plusieurs grands projets d'investissement qui ont marqué cette année 2015, je pense à CISCO, qui a investi 200 millions de dollars, je pense à l'entreprise ITS, qui a permis de sauvegarder 2.000 emplois en France. Je pense à l'entreprise chinoise, SYNUTRA, qui, là encore, a permis l'implantation d'un site dans la Manche, et créé plusieurs centaines d'emplois, je veux aussi insister sur le caractère très technologique de ces investissements, puisque par exemple INTEL et SAMSUNG ont décidé d'implanter leur centre de recherche, développement en France.

Et puis, il y a la logistique. La logistique, c'est-à-dire ce qui permet aux marchandises de circuler, d'être stockées, d'être valorisées. Et plusieurs grandes entreprises étrangères ont décidé d'installer de nouveaux investissements en France, pour justement en faire un point majeur de leur stratégie logistique : l'entreprise allemande DHL, et également l'entreprise UPS. La première, c'est auprès de l'aéroport de Roissy Charles-de-Gaulle et la seconde, c'est à Lyon.

Et je veux, et je terminerai par-là, insister sur l'enjeu logistique, ou plus exactement d'infrastructures. Parmi les facteurs d'attractivité, il y a la fiscalité, il y a le droit du travail, il y a la facilité des procédures, il y a la simplification que l'on peut apporter à un certain nombre d'éléments de droit, mais il y a aussi le fait de pouvoir disposer de bonnes infrastructures. Alors, la géographie peut aider, la France est située et cela ne changera pas pour longtemps, malgré le réchauffement climatique à la pointe de l'Europe, et au cur de l'Europe. C'est ce qui fait sa caractéristique.

Et la France dispose de la première façade maritime européenne, avec sept grands ports maritimes. Je rappelle que le port de Marseille est le premier port français, le premier port de la Méditerranée, ça, c'est un premier atout. La France possède aussi le plus long réseau de voies navigables naturel et artificiel d'Europe, sur plus de 8500 kilomètres, et on verra que les voies navigables c'est un atout par rapport à la lutte justement contre le réchauffement climatique. Nous avons avec Roissy-Charles-de-Gaulle le deuxième aéroport européen pour le fret et pour le trafic des passagers. La France est le premier réseau routier d'Europe avec plus d'1 million de kilomètres de routes, 11500 kilomètres d'autoroutes. La France est le deuxième réseau TGV d'Europe. Bref, nous avons ce maillage, ce qui fait qu'avec les ports, les aéroports et les infrastructures, nous sommes le pays d'entrée, et aussi de sortie, du territoire européen. Et pour cela, nous devons en tirer arguments, mais également améliorer aussi nos procédures, si bien que je veillerai aussi à ce que nous puissions, notamment sur l'auto-liquidation de la TVA, l'élargir à plus de 8000 opérateurs pour faciliter les opérations douanières. Les procédures douanières seront également totalement dématérialisées d'ici septembre 2017.

Il y a les procédures, et il y a aussi les investissements. Nous avons décidé que l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle serait directement relié à Paris par un train express, dont la durée de voyage pour l'utilisateur sera limitée à 20 minutes, et ce sera possible à partir de 2023. De même nous allons développer un projet qui s'appelle le projet Eole, qui permettra à partir de 2020 de relier, là encore, les aéroports et le quartier d'affaires de la région parisienne. Et puis nous avons le canal Seine-Nord-Europe qui, là encore, pourra voir ses travaux débuter en 2017.

Mais il y a un enjeu, et c'est celui que je voulais aussi évoquer devant vous, c'est de faire participer les investisseurs étrangers à nos travaux d'infrastructures. Nous avons établi une liste de 40 projets d'investissements prioritaires en France et nous souhaitons que nous puissions associer capitaux privés, capitaux publics, capitaux nationaux comme capitaux étrangers, pour assurer le financement de ces investissements.

Je conclus. C'est vrai que nous sommes dans une période dramatique quand il se produit ce qui est arrivé à Bruxelles, et une façon de pouvoir surmonter ces épreuves, et cela a été notamment le cas pour la France l'année dernière, c'est à la fois de regarder avec lucidité ce qui nous menace, c'est de mener une guerre intense au terrorisme et d'agir en conséquence. Et en même temps, c'est d'être capable de faire le choix de l'avenir, d'investir, d'innover, de faire en sorte que rien ne puisse nous faire renoncer à ce que nous sommes, rien ne puisse nous faire reculer, au contraire. Nous sommes la modernité, nous sommes le progrès, nous sommes l'Humanité qui avance, et ce que les terroristes voudraient faire, c'est nous empêcher, nous diviser, nous séparer, et en fait nous faire abandonner ce à quoi nous croyons. Donc, lorsque je parle d'investissements, et lorsque je vous vois ici réunis, c'est le monde qui décide de prendre son destin en main et de continuer à assurer la marche du progrès. Ce mot essentiel qui s'appelle la confiance, c'est le mot clé pour, à la fois l'économie, et la cohésion nationale, et la solidarité internationale, avoir confiance. Malgré tout ce qui peut nous attaquer, tout ce qui peut nous atteindre, avoir confiance. Confiance dans ce que nous mettons en uvre pour notre propre sécurité, mais aussi confiance dans l'avenir, dans la technologie, dans la science, dans l'investissement.

Vous, vous apportez, aujourd'hui, votre confiance dans la France, et je veux ici vous en remercier, vous exprimer ma gratitude, non pas parce que vous avez confiance dans les autorités, aujourd'hui, de la France. Non, vous avez confiance dans la France, dans le peuple français et dans les capacités de ce que les travailleurs français, ou de ce que les ingénieurs français, peuvent apporter à vos projets. Donc, vous avez la franchise de nous dire ce que vous aimez dans notre pays Vous avez aussi la franchise de nous dire ce que vous trouvez d'insuffisant, ou de trop lent, ou finalement de trop décalé par rapport à l'image que vous avez de la France. Donc vous nous appelez à faire des réformes. Vous ne le faites pas sur un ton sentencieux, pour nous faire la leçon, vous le faites parce que vous aimez la France et que vous voulez qu'elle avance, qu'elle avance encore plus vite, et soyez sûr que ce que vous nous dites aujourd'hui, ce que vous allez me dire directement dans quelques minutes, sera utile à vos projets, mais sera surtout précieux pour la France toute entière. Merci.

